

## Article

---

« La sociologie québécoise et son objet : problématiques et débats »

Marcel Fournier et Gilles Houle

*Sociologie et sociétés*, vol. 12, n° 2, 1980, p. 21-44.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001261ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [erudit@umontreal.ca](mailto:erudit@umontreal.ca)

---

# La sociologie québécoise et son objet : problématiques et débats



MARCEL FOURNIER et GILLES HOULE

---

En comparaison d'autres sociologies (par exemple la sociologie canadienne-anglaise), la sociologie québécoise de langue française apparaît à la fois plus macrosociologique et plus engagée politiquement<sup>1</sup>. En plus d'être des spécialistes, les sociologues sont souvent des « intellectuels » qui contribuent à la constitution de (nouvelles) représentations du monde social et à la définition de la collectivité québécoise.

Cette grande propension à intervenir dans le champ politique et à se préoccuper du « destin du Canada français » peut évidemment apparaître comme un indice de la faible autonomie du champ québécois de production et de diffusion sociologiques : l'importance des gratifications socio-politiques (et du grand public) y serait plus grande que celles fournies par la communauté des pairs. Cependant cette situation, caractéristique d'un champ intellectuel de faible taille ou périphérique, n'est nullement indépendante du contexte social, économique et politique dans lequel s'est développée la sociologie. Celle-ci s'est constituée et se développe dans une période où la réalité qu'elle tente de construire comme objet se structure et se déstructure constamment (unification des deux Canada

---

1. Dans *The Vertical Mosaic* (Toronto, University of Toronto Press, 1965, pp. 506-507), le sociologue canadien-anglais John Porter constate que les intellectuels québécois de langue française ont eu, en comparaison de leurs collègues de langue anglaise, un rôle politique plus important.

en 1867, tension entre l'autonomisation-régionalisation et la centralisation, etc.). Aussi le mouvement par lequel cette discipline se donne un objet spécifique est-il celui-là même par lequel ses membres interviennent dans les débats politiques : l'acte de définir la collectivité québécoise comme un groupe ethnique, une nation, une société, une formation sociale ou une région est une action indissociablement théorique et politique. Dans ce contexte, plus (peut-être) que dans tout autre, l'analyse scientifique de l'espace social et politique contribue directement à la lutte sociale et politique<sup>2</sup>. Les sociologues n'ont certes pas inventé seuls « la question du Québec », mais à la fois la conjoncture politique et leur propre démarche — de construction de leur objet — les ont amenés à s'en préoccuper et à produire parallèlement à leurs recherches, des ouvrages et des articles qui relèvent à la fois de l'analyse sociologique et de la réflexion politique.

### L'INTELLECTUEL ET SA SOCIÉTÉ : UN NOUVEAU RAPPORT À LA POLITIQUE

L'apparition de la sociologie (et aussi des autres sciences sociales) se situe au Québec, comme d'ailleurs en Europe et aux États-Unis, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et coïncide avec ce qu'il est convenu d'appeler l'« entrée dans la modernité » : de cette entrée dans la modernité, le sociologue en est alors à la fois le témoin, l'analyste et (parfois) le critique. Mais contrairement à ce qui s'est passé en Europe et aux États-Unis, l'institutionnalisation véritable de cette discipline ne se réalise que très lentement et tardivement : jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la sociologie demeure une discipline marginale au système universitaire québécois francophone<sup>3</sup> et il n'y a pas de véritables lieux de formation, ni de centres de recherche. Cette longue période peut, à juste titre, être appelée, selon l'expression de Jean-Charles Falardeau, celle de la « proto-sociologie », c'est-à-dire celle des « précurseurs » ou des « pionniers ». Tout comme en sciences où l'on retrouve alors des naturalistes-amateurs pour qui l'activité scientifique est un loisir, il y a, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, quelques intellectuels qui découvrent un intérêt pour les « questions sociales » et qui font connaître leurs réflexions dans des revues intellectuelles et parfois dans des ouvrages. Dans son ouvrage *Essor des sciences sociales au Canada français*, Falardeau associe aux premiers jalons de l'histoire des sciences sociales les intellectuels suivants :

2. Pour une étude plus générale de la relation entre analyse scientifique et lutte sociale, voir P. Bourdieu, « Le paradoxe du sociologue », *Sociologie et sociétés*, vol. XI, n° 1, avril 1979, pp. 85-95.

3. En milieux universitaires anglophones, la situation est quelque peu différente : l'Université McGill offre pour sa part en 1922 un premier enseignement en sociologie et le confie à Carl A. Dawson qui, originaire des Provinces maritimes, vient de terminer une scolarité de doctorat en sociologie à l'Université de Chicago. Celui-ci consacra ses efforts à l'enseignement de la sociologie (publication d'un manuel, *An Introduction to Sociology*, New York, The Ronald Press Co., 1929, 764 pages) et aussi à des recherches sur le peuplement des grands espaces des Prairies de l'Ouest canadien (*Group Settlement : Ethnic Communities in Western Canada*, Toronto, McClelland and Stuart, 1936, 395 pages). Quelques années plus tard (1927), E.C. Hughes, qui a été lui aussi formé à l'Université de Chicago, se joint à Dawson pour donner une impulsion à la formation spécialisée en sociologie (mémoires de maîtrise) et aussi au développement de la recherche (étude de la division du travail entre Canadiens anglais et Canadiens français).

F.-X. Garneau, Arthur Buies, Edmond de Nevers, Errol Bouchette, Étienne Parent et Léon Gérin<sup>4</sup>.

Mais avant d'être des « pionniers ou des précurseurs des sciences sociales », les auteurs de ces divers ouvrages sur « le devenir du Canada français » apparaissent d'abord comme des intellectuels, voire même les premiers véritables intellectuels canadiens-français ; en effet, ces auteurs ont comme caractéristique commune de parler de politique, d'éducation et de religion sans être ni homme politique, ni membre du clergé. Une telle position conduit ces jeunes diplômés à instituer un nouveau rapport à la politique : tout l'art (et l'habileté) de l'intellectuel consiste à « faire de la politique » sous un mode apolitique *i.e.* sans être lié à une organisation politique ou partisane, sans être « politicien ». Le discours enflammé fait alors place à la prose sobre, la critique virulente des adversaires à l'analyse des situations, etc. Quant à la tribune et au public, ils changent : présentation de conférences sur des thèmes sérieux auprès d'auditoires « avisés » (par exemple : l'Institut canadien, le Cercle d'études sociales, la Société royale du Canada, etc.), diffusion d'articles dans des revues intellectuelles (la *Revue canadienne*, la *Revue trimestrielle canadienne*, etc.), publication d'essais, etc. Diverses transformations rendent en fait possible, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle, l'apparition de cet « intellectuel » ; certes tout le processus d'industrialisation, mais aussi divers phénomènes qui affectent directement les jeunes générations des classes dominantes. Notons, pour cette période, la relative saturation du marché des professions libérales<sup>5</sup> et, d'autre part, l'ouverture de deux nouveaux secteurs d'emploi, celui des communications — le journalisme — qui connaît un essor considérable et celui de la fonction publique qui, avec l'organisation en 1867 d'un système fédératif, exige une main-d'œuvre plus nombreuse et plus qualifiée. Plusieurs jeunes quitteront alors les « sentiers battus », abandonneront une « belle » carrière juridique pour s'orienter

---

4. Parmi tous ces intellectuels qui ont tenté de canaliser le destin canadien-français, seuls les trois derniers peuvent être apparentés, par leur formation ou par leurs écrits, à des spécialistes en sciences sociales. Ainsi, même s'il fut, au plan professionnel, avocat, fonctionnaire et journaliste, Étienne Parent (1802-1874) s'est instruit des travaux de Quesnay, d'Adam Smith et de J.-B. Say, a affirmé, dans des conférences et des articles, l'importance de l'économie politique et a suggéré des « plans et des moyens d'action économique » permettant aux Canadiens français d'entrer en concurrence avec les Canadiens anglais. Cf. Jean-Charles Falardeau, *Étienne Parent, 1802-1874*, Montréal, Ed. La Presse, 1974; Claude Galarneau, *Edmond de Nevers, essayiste*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1960.

Un autre intellectuel québécois de langue française occupera au début du XX<sup>e</sup> siècle une position similaire à celle de Gérin, il s'agit de Marius Barbeau qui, entré à titre d'aide-ethnologue à la Commission géologique du ministère des Mines à Ottawa en 1910, mène pendant toute sa carrière des enquêtes ethnologiques et folkloriques auprès des populations amérindiennes et canadiennes-françaises (collecte de chansons, légendes, contes, etc.). Tout comme celles de Gérin, ses contributions intellectuelles se caractérisent par leur empirisme et par leur distance à l'égard de la doctrine sociale de l'Église. De ses principaux ouvrages notons *Indians' Day in the Canadian Rockies* (1925) et *The Downfall of Temlaham* (1929) qui lui vaudront le prix David (section anglaise) décerné par le gouvernement du Québec. Ses interventions publiques sont fréquentes — conférences auprès de publics cultivés et articles dans les journaux — et consistent en la présentation des documents qu'il a réunis ; elles relèvent plus d'une activité de vulgarisation que d'une action proprement politique. Objets d'étonnement ou d'émerveillement, la société et la culture traditionnelles deviennent, sous le regard attentif du savant, moins des motifs d'action politique — Barbeau se porte quelquefois à la défense de « nos traditions » — que des objets de musée ou de revues pour spécialistes et autres personnes cultivées.

5. Lamarche, Y., « Position sociale des intellectuels et nationalisme : le cas de « L'Action française », dans la *Philosophie au Québec*, Montréal, Bellarmin, 1976, pp. 153-179.

vers le journalisme et le fonctionariat, qui sont, faut-il le préciser, deux modes d'intervention — mais d'intervention indirecte, i.e. non pas de décision mais de conseil ou de critique — dans le champ politique.

À cet égard l'attitude d'un Léon Gérin<sup>6</sup>, rétrospectivement associé à la sociologie, est révélatrice. Certes à diverses reprises, dans le cadre d'articles ou de conférences publiques, Léon Gérin présente son point de vue, propose certaines réformes (par exemple, la réforme du système d'enseignement et en particulier de l'enseignement secondaire classique) et se fait même moraliste<sup>7</sup>. Mais celui-ci se consacre principalement, dans ses moments de loisir, à des activités savantes ou scientifiques et ne publie pas d'ouvrages dans lesquels il aborde les grandes questions sociales et politiques. Son intention première est de donner aux sciences sociales la précision, le degré de certitude, le crédit dont jouissent les sciences positives et son mot d'ordre est : « Du positif, du positif ! » Quant aux nombreux articles qu'il publie, il les diffuse principalement dans une revue savante française, *la Science sociale* ; ses mémoires ou conférences, il les présente devant ses collègues de la Société royale du Canada ; enfin ce n'est que tardivement et sous les pressions d'Édouard Montpetit qu'il accepte de réunir les diverses études qu'il a effectuées<sup>8</sup>.

Léon Gérin introduit ainsi un nouveau rapport à l'activité intellectuelle et à l'action politique : son intervention politique consiste et se limite à constituer la société et la culture canadienne française comme objet d'étude et à effectuer auprès de familles rurales des enquêtes empiriques. Tout autant que son orientation théorique et idéologique<sup>9</sup>, ce rapport à la réalité le différencie nettement et

6. Carrier, Hervé, *le Sociologue canadien Léon Gérin, 1863-1951*, Montréal, Bellarmin, 1959 ; J.-Ch. Falardeau, « Léon Gérin : une introduction à la lecture de son œuvre », *Recherches sociographiques*, 1962, pp. 123-160.

7. Léon Gérin déplore en effet le manque d'entente à l'intérieur de la famille, de l'usine et de l'atelier ; il s'exalte devant le cœur des braves gens, la vénérabilité des personnes âgées et la productivité des femmes d'habitants ; il admire ouvertement les gens qui font preuve de désintéressement et de discernement et condamne toute attitude égoïste et toute rivalité ; il encourage l'entraide mutuelle ; il valorise les usages français de même que les traditions familiales et religieuses ; il souligne la nécessité de s'intéresser à ce qui se passe hors de la maison ; il souhaite l'éveil de l'initiative personnelle et demande à des concitoyens de prendre le contrôle du sol et de l'industrie ; il propose la formation d'une classe supérieure dans les arts usuels, etc. Enfin, dans ses études empiriques, qui sont ses principales contributions à la « science sociale », Léon Gérin ne se limite pas toujours à la seule description et à la seule analyse des données ; il formule aussi plusieurs jugements de valeur : ainsi dans *le Type économique et social des Canadiens* dont certains chapitres ont des titres très évocateurs — « L'émigrant déraciné » et « L'exploitant agricole émancipé » —, celui-ci critique les « résultats désastreux (défections, défaillances de toutes sortes) de la vie dans le milieu compliqué des centres industriels » et fait l'éloge du paysan « émancipé » des entraves léguées par un passé plus ou moins lointain.

8. *Le Type économique et social des Canadiens, milieux agricoles de traditions françaises*, Montréal, A.C.F., 1937, 218 p., 2<sup>e</sup> éd. Fides, 1948, 221 p.

9. L'adhésion de Léon Gérin à la théorie du « particularisme » qu'élaborent ses maîtres français, l'abbé de Tourville et Desmolins et selon lesquels le progrès économique, social et politique repose sur l'éducation du particulier et sur la formation à l'initiative personnelle (et donc sur le passage de la famille communautaire à la famille particulariste) n'est pas sans susciter des réactions négatives puisqu'elle conduit à porter un jugement sévère sur la société canadienne-française qui se voit inviter à reconnaître la supériorité de la société anglo-saxonne et à lui emprunter certains traits. Abbé J.A. Brosseau, « Étude critique du livre *À quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?* », *la Revue canadienne*, vol. 56, mars 1904, p. 245. Dans sa réponse (« M. Desmolins et la science sociale », *la Revue canadienne*, vol. 56, avril 1904, p. 356), Léon Gérin prend ses distances à l'égard à la fois de la conception catholique de la science sociale et de l'analyse que la plupart

aussi l'oppose à la plupart des « écrivains sociaux » de sa génération, qui trouvent leur inspiration doctrinale dans le catholicisme social (ou les Encycliques) et/ou mettent leurs énergies et talents au service du mouvement nationaliste et s'en font les « propagandistes ». Sur ce plan, Léon Gérin apparaît beaucoup moins près des « littérateurs sociaux », en particulier les « sociologues catholiques » pour qui la sociologie n'est qu'une « discipline dérivée de la morale<sup>10</sup> », que de la future génération des spécialistes en sciences sociales.

Tant et aussi longtemps que n'est pas mis sur pied un véritable enseignement des sciences sociales (encadrement d'étudiants inscrits à temps plein, création de départements, cours spécialisés, etc.) et que ne s'est pas constitué un corps de spécialistes dotés de diplômes, le champ de la « littérature sociale » ne s'est guère différencié : entre 1920 et 1950, l'écrit sur les questions sociales, souvent le fait de membres du clergé ou de communautés religieuses et d'intellectuels liés à des institutions religieuses, est indifféremment ouvrage spécialisé et essai politique, présentation de données et réflexion doctrinale. Ce n'est qu'au moment du développement des sciences sociales « positives » et donc à la création de l'École des sciences sociales de l'Université Laval, qu'il y a disqualification des « écrivains sociaux » et marginalisation graduelle de la « littérature sociale » d'inspiration catholique ou nationaliste : les « nouveaux » universitaires qui ont souvent acquis une formation supérieure dans des universités américaines et occupent à temps plein des postes dans les institutions d'enseignement, tendent à imposer une autre définition du travail intellectuel : enquêtes empiriques, publication dans des revues spécialisées, participation à des colloques scientifiques, etc. Cependant, en raison même de la conjoncture sociale et politique d'après guerre, la dissociation de l'action politique et de l'activité proprement scientifique ne s'effectue que graduellement ; dans un premier temps l'institutionnalisation des sciences sociales exige de la part des professeurs et chercheurs un travail qui est indissociablement scientifique et politique. Ou, pour être plus précis, dans un tel contexte, une activité scientifique prend souvent une dimension idéologique et politique : par exemple enseigner la théorie économique de Keynes, c'est alors s'opposer aux politiques du gouvernement

---

des intellectuels nationalistes présentent de la société canadienne-française. Dans l'étude qu'il consacre à Gérin, le R.P. Hervé Carrier, s.j., fait référence rapidement à ce refus chez Gérin de la doctrine sociale de l'Église, « refus, ajoute-t-il, pour des raisons que nous ignorons » (R.P. Hervé Carrier, s.j., *le Sociologue canadien Léon Gérin, 1863-1951, op. cit.*, p. 107).

10. À cet égard, l'itinéraire d'Arthur Saint-Pierre, qui utilise le double titre de publiciste et de sociologue, est exemplaire : étroitement associé à l'École sociale populaire et aussi à l'École des sciences sociales de l'Université Laval, cet intellectuel est largement mobilisé par des tâches d'organisation, d'enseignement et de diffusion de la doctrine sociale de l'Église. Dès 1914, Arthur Saint-Pierre publie un premier ouvrage de « littérature sociale », *Questions et œuvres sociales chez nous* (Montréal, École sociale populaire, 1914, 256 pages), qui s'ouvre sur une citation du Comité de Munn : « Point n'est besoin de dire du nouveau. Il faut répéter très souvent les choses vraies. » Par « vieilles vérités », l'auteur entend alors : 1) la malfaisance de l'esprit révolutionnaire, 2) les bienfaits de l'association, surtout professionnelle, etc. et 3) la doctrine catholique comme règle nécessaire de toute activité sociale, individuelle ou collective. » Ce livre, et aussi les quatre autres ouvrages qu'il écrit par la suite — *le Problème social* (Montréal, éd. de la Bibliothèque canadienne, 1925, 203 p.), *l'Oratoire Saint-Joseph-de-Montréal* (Montréal, 1926, 144 p.), *l'Oeuvre des Congrégations religieuses de la Charité* (Montréal, éd. de la Bibliothèque canadienne, 1932, 245 p.) et *Témoignage sur nos orphelinats* (Montréal, Fides, 1945, 153 p.) — apparaissent comme le prolongement direct des responsabilités qu'il détient au titre de secrétaire de l'École sociale populaire.

provincial de Duplessis<sup>11</sup>. Mais dès le début du milieu des années 1950, c'est-à-dire au moment où le R.P. Lévesque quitte la direction de la faculté des sciences sociales de l'Université Laval et où la faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal est réorganisée, les spécialistes en sciences sociales cherchent à faire reconnaître et à défendre l'autonomie de leur institution et aussi de leurs pratiques scientifiques : il y a « académisation » (au sens américain d'« academic ») de l'activité intellectuelle de recherche et de réflexion sociologique. Dans un article publié dans *Cité libre* sur les conditions des professeurs d'université, Léon Dion critique l'universitaire qui cherche à « devenir tour à tour politicien, chef ouvrier, journaliste, administrateur et propagandiste » et revendique le développement « d'un sens rigoureux de la vie académique à l'intérieur de la faculté<sup>12</sup> ». Les professeurs d'université, qui se regroupent pour défendre leurs conditions de vie et leurs droits et mettre sur pied une association des professeurs, tendent d'ailleurs à établir une distinction plus nette entre les diverses activités auxquelles ils participent ; lorsque l'action politique apparaît incompatible avec l'activité académique, ils quittent l'université ; tel est le cas de Maurice Lamontagne, auteur du *Fédéralisme canadien* (Presses de l'Université Laval, 1954) qui, après avoir été conseiller du Gouvernement fédéral, s'engage dans une carrière politique. La différenciation des divers lieux de diffusion des textes et communications est une autre manifestation de la réorganisation des relations entre le champ intellectuel et scientifique, et le champ politique ; alors que les textes et communications savantes ou scientifiques sont présentés aux colloques de l'Association canadienne des sciences politiques et de l'ACFAS ou dans la revue *The Canadian Journal of Economics and Political Sciences*, les textes politiques le sont aux réunions de l'Institut canadien des Affaires publiques et dans les pages de la revue *Cité libre* et du journal *le Devoir*. Évidemment à un moment où la problématique du « décalage » et l'idéologie du « rattrapage » alimentent à la fois les recherches et les activités politiques, la distinction demeure précaire, mais celle-ci tend graduellement à s'instaurer : des deux ouvrages collectifs auxquels sont appelés à participer des professeurs de l'École des sciences sociales de l'Université Laval au début des années 1950 et qui réunissent à la fois des analyses sociologiques et des réflexions politiques, l'un est publié par les Presses de l'Université Laval et l'autre par les Éditions Cité libre. Le premier ouvrage, *Essais sur le Québec contemporain*, réunit les diverses communications présentées en 1952 dans le cadre d'un symposium portant sur les « répercussions sociales de l'industrialisation dans la Province de Québec » : critique des « fausses idées claires touchant l'évolution du Québec » (l'industrialisation comme phénomène soudain et réalisé malgré les Canadiens français, etc.), identification des conditions de l'industrialisation (localisation géographique et ressources naturelles, etc.), étude des effets de l'industrialisation et de l'urbanisation sur la vie sociale et culturelle, etc.

Et même si la plupart des contributions se veulent « scientifiques » au sens où elles s'appuient sur des données ou une réalité (objective), celles-ci n'en constituent pas moins, en raison même du nouveau rapport à la réalité sociale

11. Marcel Fournier, « L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 5, n° 1, mai 1973, pp. 27-59.

12. Léon Dion, « La condition des professeurs d'université », *Cité libre*, n° 26, juillet 1958, p. 24.

(et d'une nouvelle définition de la politique) qu'elles introduisent, une intervention idéologique et politique; le mode d'analyse proposé entraîne, en effet, une démystification de l'idéologie dominante (de conservation) et une disqualification de ceux qui l'élaboraient ou la diffusaient. Dans son texte « Perspectives », Jean-Charles Falardeau ne fait-il pas lui-même allusion aux « chefs nationalistes dont la rhétorique a élaboré l'image d'un Canada français aigri et révolté contre les autres », et aussi au clergé qui « a trop longtemps offert à notre méditation l'image idéalisée de nous-mêmes » ? Tout l'effort, indissociablement analytique et idéologique des « nouveaux » spécialistes en sciences sociales, consiste alors à mettre en lumière le décalage souvent considérable entre l'image « officielle du Canada français qui est proposée par certains interprètes de la société et, d'autre part, les situations de fait et les sentiments réels de la population<sup>13</sup> ».

À la différence des *Essais*, le second ouvrage n'est pas publié par des éditions universitaires et il a pour objet un événement social particulier : il s'agit de *La grève de l'amiante* dont la direction est assumée par P. E. Trudeau et qui réunit des textes de journalistes, de syndicalistes et de spécialistes en sciences sociales. Financé par un groupe désigné sous la raison sociale de « Recherches sociales », cet ouvrage représente bien le type d'intervention socio-politique qu'entendent alors privilégier les intellectuels-universitaires : l'intention est de « dégager le sens d'un événement qui les a « préoccupés ou passionnés », mais dans un « effort d'objectivation et de relation avec la réalité<sup>14</sup> ». La grève de l'amiante se présente en effet comme la réflexion d'« un groupe d'hommes de bonne volonté et d'esprit lucide », qui cherchent à « s'interroger sérieusement sur notre destin » sans se cantonner, comme le précisera P. E. Trudeau en épilogue, dans « l'a priori et l'irréel ». Et si cette grève peut apparaître, selon l'expression de J.-Ch. Falardeau, comme un « rite de passage » qui a fait graduellement accéder le syndicalisme canadien-français à la condition adulte<sup>15</sup> », l'ouvrage, écrit sur cet événement, en est un aussi pour les universitaires qui y collaborent; parallèlement à leur enseignement et aux recherches universitaires, ceux-ci élaborent en effet un nouveau rapport à la politique, nouveau rapport qui les amène à produire des études ou réflexions — de la « littérature documentaire en matière sociale » — tout en conservant le statut de spécialiste ou d'expert et sans être inféodé à un groupe ou à une association politique. Contrairement à la consultation ou à l'expertise auprès de ministères, d'organismes parapublics et d'associations, autre mode d'intervention dans le champ politique qui se développera rapidement par la suite, la publication de telles analyses ou réflexions ne se fait pas sous le signe de la neutralité — les études de la grève de l'amiante n'ont pas la « témérité d'être définitives », ne camouflent pas en effet leur partialité<sup>16</sup> — mais cette partialité n'élimine pas le souci de l'objectivité et le « sens profond des réalités ». À partir du début des années 1950, l'article, dans une revue politico-intellectuelle, et l'essai seront les principaux véhicules de ces

13. J.-Ch. Falardeau, « Perspectives », dans J.-Ch. Falardeau, édit., *Essais sur le Québec contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1953, p. 248.

14. J.-Ch. Falardeau, « Préface », dans P.E. Trudeau, *la Grève de l'amiante*, Montréal, Cité libre, 1976, p. XII.

15. *Ibid.* p. XIV.

16. *Ibid.*, p. XVII.

réflexions et analyses<sup>17</sup>, ce sera d'abord dans la revue *Cité Libre*, que fondent en 1952 Gérard Pelletier et Pierre-E. Trudeau et qui s'assure entre 1952 et 1960 la collaboration régulière de spécialistes en sciences sociales (Jean-Charles Falardeau, Léon Dion, Marcel Rioux, etc.) et ensuite dans les revues *Parti pris*, *Socialisme* et *Maintenant*. Dans le milieu des sciences sociales, l'édition de telles revues est une activité intellectuelle qui est encore aujourd'hui valorisée; les plus récentes, *Chroniques*, *Cahiers du socialisme* et *Possibles*, sont animées principalement par des membres de ces disciplines, en particulier des sociologues.

Parce que l'on s'y interroge sur les grandes orientations politiques et sur les valeurs fondamentales de la société, la lecture de ces articles et essais permet, plus que celle des enquêtes et des études spécialisées (sur l'école, la famille, l'organisation du travail, etc.), de cerner les problématiques générales qu'élaborent ou dont s'inspirent les sociologues québécois: éléments ou esquisses d'une sociologie (globale) de la société québécoise (et de ses relations avec le Canada anglais), ces divers textes illustrent bien la façon dont ces sociologues tentent de constituer leur société ou leur collectivité en tant qu'objet tout en intervenant dans les débats politiques, influencés par les grandes théories ou écoles dominantes en sociologie européenne ou américaine (structuro-fonctionnalisme, marxisme, etc.). L'élaboration de ces problématiques générales apparaît ainsi fonction à la fois des conjonctures socio-politiques (et parfois d'événements politiques précis) et des conditions institutionnelles (et de la structure du champ intellectuel local) dans lesquelles se trouvent placés les sociologues-intellectuels.

En s'inspirant des axes d'analyse proposés pour l'étude d'une société dépendante<sup>18</sup>, il est possible d'opérer une classification des principales problématiques des sociologues. Les rapports sociaux y sont analysés suivant 1) l'axe organisation traditionnelle — organisation moderne, 2) l'axe nation dépendante — nation dominante et 3) l'axe classe populaire — classe dirigeante. Même si la prise en considération simultanée de ces trois axes peut apparaître indispensable à l'analyse complète d'une société dépendante, il semble bien que l'on ait privilégié l'un ou l'autre de ces axes selon la conjoncture socio-politique. La prédominance de l'un de ces axes dans l'analyse de la société québécoise permet ainsi de périodiser le développement de la littérature sociologique de la façon suivante :

- 1) 1945 à 1960 : de l'organisation traditionnelle à l'organisation moderne;
- 2) 1960 — 1970 : de la dépendance à la libération nationale (l'indépendance);
- 3) 1970 : du capitalisme au socialisme ou l'appui aux luttes populaires.

Comme toute classification, celle-ci est schématique et ne permet certes pas de bien rendre compte de la complexité et de la diversité du discours social tenu par les sociologues : ce découpage risque en effet de simplifier la problé-

17. Pour une analyse des essais en sociologie, voir Marcel Fournier, « L'essai en sociologie : littérature sociale et luttes politiques au Québec », dans C. Wyczinski, *l'Essai*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa (à paraître).

18. A. Touraine, *Vie et mort du Chili populaire*, Paris, Seuil, 1973, p. 116.

matique élaborée ou empruntée par l'un ou l'autre sociologue, de ne pas mettre en lumière toutes les nuances de la pensée d'un auteur, non plus sa lente transformation ou les conditions de sa disparition. L'intérêt ou la pertinence d'une telle classification réside dans la périodisation proposée du développement de la sociologie au Québec ; le passage d'une problématique à une autre, dans cette brève histoire, est en effet marqué à la fois par des débats souvent véhéments entre les spécialistes des sciences sociales (au sujet d'abord de la notion de « folk society », puis de celle de « classe ethnique ») ; il correspond aussi à des modifications de la structure du champ intellectuel (réorganisation de la faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal au milieu des années 1950, mise sur pied de Départements de sciences sociales à l'Université du Québec à Montréal à la fin des années 1960) et coïncide avec des transformations de la structure même des rapports sociaux (fin du régime « duplessiste » et début de la « Révolution tranquille », renouveau du mouvement nationaliste, etc.)

#### DE LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE À LA SOCIÉTÉ MODERNE : LA NOTION DE « FOLK SOCIETY »

Si le groupe de spécialistes en sciences sociales de l'Université Laval a pu apparaître comme une « école » — l'École de Laval — c'est que, sans avoir de maître ni de chef d'orchestre, ils ont partagé plus ou moins explicitement une même idéologie (celle du rattrapage) et une même problématique dans l'analyse de la société canadienne-française. Devenue industrielle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Province de Québec n'a d'autre choix que d'entrer dans l'ère de la modernité, c'est-à-dire de combler l'écart entre un développement économique de type industriel et une culture de type traditionnel. Pour ces sociologues, l'adoption de cette problématique, établissant une filiation avec Léon Gérin et les autres précurseurs des sciences sociales, repose sur l'adhésion à la théorie du « continuum folk-urban » (ou passage de la société traditionnelle à la société moderne) alors largement identifiée à l'École de Chicago et diffusée en milieux universitaires québécois par le sociologue américain Everett C. Hughes. Sans aucun doute les écrits et aussi les enseignements de ce sociologue formé à l'Université de Chicago ont eu une grande influence auprès des étudiants et des professeurs de l'École des sciences sociales de l'Université Laval, pour lesquels il rédige, lors d'un séjour en automne 1943, un « Programme de recherches sociales<sup>19</sup> ». E. C. Hughes connaît alors très bien le Québec pour y avoir séjourné à plusieurs reprises depuis 1927 et pour avoir réalisé au début des années 1940 une importante étude monographique à Drummondville, petite ville québécoise en voie d'industrialisation. Cette étude apparaît alors importante, non seulement parce qu'elle fournit des informations précieuses sur une communauté québécoise (évolution de la population, développement des établissements industriels,

19. E.C. Hughes, « Programme de recherches sociales pour le Québec », *Cahiers de l'École des sciences sociales de l'Université Laval*, vol. 2, n° 4, 1943, 41 pages. Tout en présentant une problématique sociologique (qui reconnaît le principe des relations fonctionnelles) et aussi une éthique du chercheur (recueillir et interpréter des faits sans vouloir « remplacer l'homme politique et le chef de gouvernement », être indépendant des administrateurs et des chefs sociaux dans le choix des problèmes et des méthodes, etc.), E.C. Hughes propose dans ce texte quelques sujets d'étude : étude de la famille, étude de la paroisse comme institution sociale, étude des problèmes fondamentaux d'une grande communauté urbaine, etc.

rôle de la famille et de la paroisse, etc.) et aborde notamment le problème des relations ethniques et de la division du travail entre les Canadiens anglais et les Canadiens français, mais aussi parce qu'elle propose une problématique d'analyse de la société canadienne-française; l'auteur souligne en effet le décalage observé entre, d'une part, les transformations économiques, *i.e.* la «révolution industrielle tardive», dont les agents sont étrangers, et, d'autre part, les institutions du Canada français (en particulier les institutions d'enseignement) et une mentalité «orientées vers une autre et précédente condition économique<sup>20</sup>».

Parmi les membres de l'École des sciences sociales de l'Université Laval, il en est un qui apparaît plus manifestement comme un «disciple» de E.C. Hughes et qui contribuera de façon significative au développement de l'enseignement et de la recherche en sociologie au Québec: formé lui-même au Département de sociologie de l'Université de Chicago, il y acquiert, au contact de Hughes et de Park, une large culture sociologique et y apprend «à comprendre le Canada français en deçà de la théologie et au-delà des habitudes nationalistes<sup>21</sup>». Jean-Charles Falardeau est en effet celui qui retient les mots d'ordre de Hughes en ce qui concerne les activités de recherche; il entreprend, dès le début de sa carrière, diverses études sur la ville de Québec (le logement, la famille, l'évolution de la population et de la structure sociale, etc.)<sup>22</sup>. De plus, par ses écrits dans *Cité libre* et *le Devoir* et sa participation à l'Institut canadien des affaires publiques, Falardeau fournit une critique de la société canadienne-française «traditionnelle» et des intellectuels qui maintiennent une idéologie de conservation. Pour cet intellectuel qui fait sienne la thèse du «décalage», le «vrai drame» de la société canadienne-française ou québécoise ne se situe pas au plan des «relations avec nos compatriotes de langue anglaise ou de nos relations constitutionnelles avec le gouvernement fédéral» mais au plan de «l'antinomie entre la civilisation urbaine et américaine et l'identité religieuse et culturelle du Canada français<sup>23</sup>». Plus précisément, et en cela il est d'accord avec l'analyse de son collègue Maurice Tremblay<sup>24</sup>, il lui semble impossible de vouloir «à la fois perpétuer certains postulats du nationalisme canadien-français et entrer en concurrence réelle avec les entreprises capitalistes canadiennes et nord-américaines».

Parti pris pour «la modernité» et refus d'un «nationalisme ethnocentrique» sont les fondements de la position politique et intellectuelle qu'adoptent entre les années 1940 et 1960 Jean-Charles Falardeau et aussi nombre de ses collègues en sciences sociales de l'Université Laval, et qui les amènent à participer à des débats politiques et aussi à des conflits sociaux, tels celui de la grève de l'amiante. Mais Falardeau ne publie pas à proprement parler d'essais socio-

20. E.C. Hughes, *French Canada in Transition*, Chicago, The University of Chicago Press, 1943. Cet ouvrage est par la suite traduit en français par Jean-Charles Falardeau: *la Rencontre des deux mondes*, Montréal, Éditions Parizeau, 1945.

21. J.-Ch. Falardeau, «Lettre à mes étudiants», *Cité libre*, n° 23, mai 1959, p. 8.

22. J.-Ch. Falardeau, «Problems and First Experiments of Social Research in Quebec», *The Canadian Journal of Economics and Political Sciences*, vol. X, 1944, pp. 369-370.

23. J.-Ch. Falardeau, «Perspectives», *op. cit.*, p. 252.

24. Tremblay, Maurice, «Orientations de la pensée sociale», dans J.-Ch. Falardeau, édit., *Essais sur le Québec contemporain*, *op. cit.*, pp. 192-238.

politiques si ce n'est un ouvrage écrit en collaboration avec Mason Wade, historien de langue anglaise. Dans un texte intitulé « Les Canadiens français et leur idéologie », il s'y attaque notamment aux intellectuels nationalistes qui « se sont envoûtés dans le rêve d'une utopique réserve québécoise qui serait séparée du reste du Canada et conséquemment du reste du monde, par un mur de Chine politique, religieux et linguistique<sup>25</sup> ».

Jusqu'à la fin des années 1950, la principale contradiction qui structure le champ des sciences sociales au Québec et oppose les spécialistes de l'Université Laval aux intellectuels nationalistes montréalais, correspond à la disjonction entre le « social » et le « national »<sup>26</sup>. Au lendemain de la crise économique, le mouvement nationaliste s'était en effet rapidement développé — création de revues (*l'Action française*, *l'Action nationale*), mise sur pied d'organisations (Association catholique de la jeunesse canadienne) — et avait mobilisé plusieurs intellectuels qui produisirent diverses analyses et réflexions : l'historien Lionel Groulx, les économistes Esdras Minville et Fr. A. Angers, les juristes Antonio Perrault et Anatole Vanier, le philosophe Hermas Bastien<sup>27</sup>, etc. Des maisons d'édition, en particulier les Éditions de l'Action canadienne-française et les Éditions Albert Lévesque, contribuèrent activement à la diffusion de ces idées nationalistes par la publication d'ouvrages et d'études principalement en histoire et en économie. Conscientes que « le patriotisme exige la parfaite connaissance de son pays », les Éditions Fides ouvrirent pour leur part une collection « Études de notre milieu », dont elles confièrent la responsabilité à Esdras Minville : celui-ci publia alors une importante série d'études empiriques portant sur les aspects jugés fondamentaux de la société québécoise (l'agriculture, la forêt, les pêcheries, la région montréalaise, etc.).

Cependant, dans son ensemble, le mouvement nationaliste ne suscite guère de réflexions ou d'essais proprement sociologiques. Tout se passe comme si la disjonction entre le « social » et le « national », manifeste au niveau des organisations de jeunes par l'existence de deux mouvements distincts, l'A.C.J.C. et la J.O.C., avait provoqué une différenciation du champ intellectuel sur la base d'une division du travail (de réflexion, d'analyse et aussi de propagande) entre les diverses disciplines intellectuelles. L'on peut certes, en référence à une organisation, Les Semaines sociales du Canada, et aux relations entre son responsable le R.P. Archambault, s.j. et l'abbé Lionel Groulx, affirmer que

25. J.-Ch. Falardeau, « Les Canadiens français et leur idéologie », dans Mason Wade, *la Dualité canadienne*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1960, p. 33. À la même date, Falardeau dénonce dans un article paru dans *le Devoir*, « l'impardonnable erreur d'un repliement sur soi, de tout indigénisme, du stérile empoisonnement derrière les barreaux d'une impossible Laurentie », (« Notre culture, un phare ou une lampe de sanctuaire », *le Devoir*, 29 janvier 1960, p. 4). Enfin, plusieurs années auparavant, celui-ci dénonçait chez nombre de concitoyens, la « xénophobie latente, le colonialisme, une sorte d'arrivisme, de mesquinerie intellectuelle, une tendance à un insularisme parfois intransigeant » (« Existe-t-il une culture canadienne-française définitive ou en voie de disparition », *l'Action nationale*, vol. 17, mars 1941, p. 212).

26. F. Dumont et G. Rocher, « Introduction à une sociologie du Canada français », dans *le Canada français aujourd'hui et demain*, Paris, Librairie A. Fayard, 1961, pp. 13-38.

27. La réflexion d'un Hermas Bastien sur le Canada français a, à cet égard, un statut ambigu ; écrite par un philosophe et inspirée sur une démarche psychologique, cette réflexion s'appuie souvent sur une étude empirique de la division du travail entre les groupes ethniques (H. Bastien, *Conditions de notre destin national*, Montréal, Ed. Albert Lévesque, 1935 ; et aussi *le Bilinguisme au Canada*, Montréal, Ed. Albert Lévesque).

l'un (le « social ») et l'autre (« le national ») ne pouvaient garder force et vitalité qu'en demeurant fidèles aux deux sources qui avaient alimenté leur commune histoire, la source catholique et la source française<sup>28</sup>, il n'en demeure pas moins, qu'entre les diverses sciences sociales, s'est effectivement opérée une division du travail politico-intellectuel — à l'histoire et à l'économie, la « question nationale » ; à la sociologie, la « question sociale » — et que cette division s'est souvent traduite en opposition entre les membres de ces disciplines. Le débat au sujet de la participation du gouvernement fédéral au financement des universités québécoises et de la présence particulièrement du R.P. Lévesque au sein de la Commission royale d'enquête sur l'avancement des Arts, des Lettres et des Sciences au Canada ou Commission Massey (1949-1951) constitue l'un des moments les plus intenses de cette opposition. Dans un texte d'une rare virulence, l'économiste nationaliste François-Albert Angers s'attaque non seulement au R.P. Lévesque, « ce dominicain par trop séduisant à la dialectique subtile » mais aussi à l'ensemble de la faculté des sciences sociales de l'Université Laval, qui ne semble « voir d'objectivité que dans un canadianisme centralisateur et socialisant » et qui « tend à former actuellement toute une jeunesse à un esprit d'apostasie nationale »<sup>29</sup>. Mais, déjà à ce moment, la configuration du champ intellectuel et du milieu universitaire se modifie considérablement : accroissement du nombre de professeurs, multiplication des programmes d'enseignement et des départements, création de revues et d'associations, etc. En sciences sociales, la réorganisation des programmes d'enseignement de l'École des sciences sociales de l'Université de Montréal exige l'engagement d'une nouvelle génération de professeurs, entraîne en 1957 la démission de son directeur, Esdras Minville, dont l'orientation nationaliste agace ses jeunes collègues, et provoque un déplacement des enjeux : de politiques (contestation de l'idéologie de conservation), ceux-ci deviennent scientifiques. La tâche que se donnent les spécialistes en sciences sociales à la fois à Québec et à Montréal consiste à donner à ces disciplines un « statut vraiment scientifique ». De ce déplacement, l'une des manifestations les plus éclatantes est la polémique qui oppose les spécialistes en sciences sociales et a précisément pour objet les travaux de l'« École de Laval » (et aussi ceux de Léon Gérin). En 1952, un anthropologue, Philippe Garigue, depuis quelques années professeur à l'Université McGill et auteur d'une importante *Bibliographical Introduction to the Study of French Canada* (Montréal, McGill University, 1956, 136 p.), publie en effet un article « Mythe et réalités dans l'étude du Canada français<sup>30</sup> » qui fait, selon l'expression de Marcel Rioux, « beaucoup de bruit

28. Richard Arès, s.j., « Lionel Groulx et les Semaines sociales du Père Archambault », dans Maurice Filion, *Hommage à Lionel Groulx*, Montréal, Leméac, 1978, p. 59.

29. François-Albert Angers, « Deux modèles d'inconscience : le Premier Ministre Saint-Laurent et le Commissaire Lévesque », *l'Action nationale*, 1951, p. 205. Auparavant Esdras Minville, qui était directeur de l'École des sciences sociales de l'Université de Montréal, avait aussi dénoncé « une école qui s'est formée chez nous et qui, tout en admettant l'existence d'un problème économique chez les Canadiens français, refuse de l'envisager sous l'angle national. Au nom soit disant de la méthode, de l'esprit, de la rigueur scientifiques, elle prétend la traiter sans préoccupation de ce que, avec le grain de mépris coutumier, elle appelle ses incidences nationalistes » (E. Minville, « La nécessité d'organiser la recherche économique », *Société royale du Canada, section française*, n° 2, année académique 1944-1945, p. 18).

30. Philippe Garigue, « Mythe et réalités dans l'étude du Canada français », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, n° 3, 1956, pp. 123-132.

dans notre Landerneau sociologique»; sur la base d'une critique des travaux de Léon Gérin, d'Horace Miner et d'E.C. Hughes, celui-ci met alors en question la valeur de l'utilisation du concept «Folk-urban Continuum» dans l'interprétation de l'histoire du Canada français et tente de détruire «les nombreux préjugés qui ont existé et existent dans les milieux dits scientifiques», principalement chez ceux qui s'inspirent des travaux des sociologues de l'Université de Chicago. Élaborée au nom de la «science» et d'ailleurs présentée dans le cadre d'un congrès annuel de l'ACFAS, cette prise de position nie le caractère «folk» (simple, archaïque et paysan) de la société canadienne-française<sup>31</sup>; elle suscitera de nombreuses interventions de la part des autres spécialistes en sciences sociales, de Marcel Rioux, alors anthropologue au musée de l'Homme à Ottawa, et de Hubert Guindon notamment<sup>32</sup>. Pour sa part, Philippe Garigue, qui accède au poste de doyen de la faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal, réunit ses principales contributions en un ouvrage, *Études sur le Canada français*<sup>33</sup>. L'importance de cette publication et plus largement de cette polémique est de contester la position de force qu'ont acquise, dans le champ des sciences sociales, les chercheurs et les professeurs de l'Université Laval et par là d'autoriser d'autres chercheurs, en particulier ceux de l'Université de Montréal, à multiplier les recherches et à fournir des «données plus exactes» au sujet du Canada français, «un phénomène tellement complexe qu'un seul homme ne peut l'étudier dans toute son étendue<sup>34</sup>». Le début des années 1960 se caractérisera d'ailleurs par la «prolifération» et la systématisation de la recherche», la publication de livres pédagogiques<sup>35</sup> et par la diffusion d'ouvrages spécialisés et d'articles dans des revues savantes. L'une des principales contributions de la sociologie de cette période sera la collecte et l'analyse de données auprès de diverses populations — inventaires monographiques, descriptions sociographiques, sondages d'opinion, etc.; l'on assiste alors d'une part à la mise sur pied d'institutions spécialisées (Groupe de recherches sociales, Centre de sondage de l'Université de Montréal, Centre de recherches en opinion publique, etc.) et d'autre part, à la consultation, à titre d'experts, de plusieurs sociologues par diverses commissions d'enquête gouvernementales, tant fédérales que provinciales. Parmi ces nombreuses enquêtes et recherches, celle qui manifeste le mieux l'orientation nouvelle que pren-

31. Philippe Garigue, «Saint Justin: A Case Study in Rural French Canadian Social Organization», *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, XXIII, 3, 1956, pp. 301-318.

32. Rioux, Marcel, «Remarques sur le concept de folk-société et de société paysanne». *Anthropologica*, n° 5, 1957; «Sur le développement socio-culturel du Canada français», *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, n° 4, 1959, pp. 144-162; «Critique de l'hypothèse de Redfield», dans M. Rioux, *Belle-Anse*, Ottawa, Musée national du Canada, 1957, pp. 75-84; H. Guindon, «The Social Evolution of Quebec Reconsidered», *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, XXIV, novembre 1960, pp. 533-551.

33. Philippe Garigue, *Études sur le Canada français*, Montréal, faculté des sciences sociales, économiques et politiques de l'Université de Montréal, 1958.

34. *Ibid.*, p. 36.

35. Parmi les ouvrages qui ont un caractère ou une fonction plus pédagogique, retenons : M. Rioux et Y. Martin, *French Canadian Society*, Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1964 (traduction française en 1971, chez Hurtubise HMH); M.-A. Tremblay, *Introduction à la recherche en sciences humaines*, Montréal, McGraw Hill, 1968; Guy Rocher, *Introduction à la sociologie générale*, 3 tomes, Montréal, HMH, 1968-1969; Guy Rocher, *Talcott Parsons et la sociologie américaine*, Paris, P.U.F., 1972. À ces ouvrages, l'on peut ajouter la traduction par Céline Saint-Pierre d'un ouvrage d'Alex Inkles, *What is Sociology? An Introduction to the Discipline and to the Profession*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, 1965.

ment alors les sciences sociales est la grande recherche empirique dirigée par Marc Adélarde Tremblay et Gérald Fortin et financée par la Fédération des Caisses populaires Desjardins : *les Comportements économiques de la famille salariée du Québec* (Québec, Presses de l'Université Laval, 1964).

#### DE LA DÉPENDANCE À L'INDÉPENDANCE : LA NOTION DE « SOCIÉTÉ GLOBALE »

Dans un texte qui sera aussi l'objet d'une polémique, J. Dofny et M. Rioux notent justement qu'«à travers l'histoire, l'entité socio-culturelle (qu'est le Canada français) se considère et est considérée à la fois comme une *société globale* et une *minorité ethnique* à l'intérieur du Canada<sup>36</sup>». Au moment du débat autour de la notion de «folk society», l'ambiguïté est déjà présente : en plus d'être un groupement d'individus culturellement homogènes (catholiques et français), le Canada français apparaît aussi comme une société qui, au même titre que les autres sociétés, peut être l'objet d'études spécifiques (et comparatives). Les recherches se poursuivent alors dans deux voies : d'une part, les études de «communautés» et des relations entre groupes ethniques<sup>37</sup> ; d'autre part, l'analyse de diverses facettes du Québec en tant que société (travaux en histoire économique de Faucher et Lamontagne, en démographie de Keyfitz, études de l'organisation sociale et de la structure sociale de Falardeau, etc.). Graduellement, le Canada français (ou le Québec) est analysé non seulement «dans ses relations avec les autres éléments composant l'État canadien» mais aussi et surtout «tel qu'il existe pour lui-même» : des diverses études et réflexions réalisées dans cette perspective, c'est-à-dire «l'étude sociologique du Canada français envisagé comme société globale», Y. Martin et M. Rioux en présenteront en 1964 une anthologie d'abord publiée en anglais chez McClelland and Stewart Limited de Toronto<sup>38</sup>. Cette anthologie se termine par un texte théorique de F. Dumont intitulé «L'étude systématique de la société globale canadienne-française» ; l'auteur y reconnaît volontiers que la notion de «société globale» est «confuse», mais elle lui semble «de plus en plus nécessaire». Ce déplacement, ou modification de perspective, s'explique dans une certaine mesure par un glissement paradigmatique au sein de la sociologie américaine, qui se manifestant par l'importance qu'acquière les sociologues de l'Université Harvard aux dépens de ceux de Chicago, correspond à la généralisation de la théorie structuro-fonctionnaliste<sup>39</sup>. Pour sa part, F. Dumont reconnaît que la notion de «société globale» suppose «une sorte de fonctionnalisme intégral» selon lequel «tous les éléments d'une société sont fonctionnels», mais refuse une telle perspective, préférant ne mettre l'accent que sur «des mécanismes particuliers et concrets qui travaillent spécifiquement à

36. J. Dofny et M. Rioux, «Les classes sociales au Canada français», *Revue française de sociologie*, IV, 3, juillet-septembre 1962, p. 290.

37. Par exemple les recherches de J. Brazeau, *The Training of French-Canadian Ground-crew Personnel in the Project Canadian Air Force, 1953-1957*, thèse de doctorat en sociologie, University of Chicago, 1961.

38. Cet ouvrage a été publié en français en 1971 : *la Société canadienne-française*, Montréal, HMH, 404 pages.

39. Nicolas Herpin, *les Sociologues américains et le siècle*, Paris, P.U.F., 1973.

l'intégration globale d'une société», par exemple les idéologies, le système d'éducation, le pouvoir et les classes sociales<sup>40</sup>. Plusieurs de ses travaux porteront sur l'analyse des idéologies, il dirigera notamment la publication d'une série d'ouvrages sur les *Idéologies du Canada français 1850-1900, 1900-1930, 1930-1940, 1940-1970*; dans son essai théorique, il précisera que l'idéologie «c'est la société comme polémique [...] tâchant de se définir dans des luttes et des contradictions<sup>41</sup>». Cependant cette insistance sur les mécanismes d'intégration et leur sélection n'apparaissent nullement incompatibles avec le néofonctionnalisme américain (ou structuro-fonctionnalisme). Par ailleurs, cette modification n'apparaît pas tout à fait indépendante des transformations sociales et politiques que subit alors le Québec : la volonté d'autonomiser la société québécoise en tant qu'objet d'étude coïncide en effet avec le développement du mouvement (néo-) nationaliste. Et pour être plus précis, la constitution du Québec en tant que «société globale» est la contribution spécifique de la sociologie au renouveau de ce mouvement qui tend à assimiler la nation (canadienne-française) à la société (québécoise). S'effectue alors une «réunification» du «national» et du «social» qui conduira par la suite plusieurs intellectuels et militants à élaborer une position indépendantiste et socialiste (*Parti pris, Socialisme*) et à participer aux activités soit du Parti socialiste du Québec, soit du R.I.N. : «La jonction s'est opérée, note Rocher, pour la première fois au Québec entre l'analyse des problèmes politiques et celle des problèmes sociaux. La crise d'identité nationale s'est doublée d'une crise de conscience sociale<sup>42</sup>.»

Les caractéristiques communes des nombreux essais publiés par des sociologues durant cette période de grande agitation sociale et politique sont les suivantes :

- a) Critique de l'idéologie dominante (de conservation) et remise en question de la représentation unitaire du Canada français (ou du Québec) : le Québec n'est plus une société monolithique. Dans un texte publié au début des années 1960 et intitulé «Introduction à la sociologie du Canada français», F. Dumont et G. Rocher mettent en évidence la pluralité idéologique, le conflit des allégeances politiques, la diversification des élites etc.<sup>43</sup> Pour sa part, M. Rioux établit quelques années plus tôt dans «Idéologie et crise de conscience du Canada français»<sup>44</sup> une relation nécessaire entre l'urbanisation et l'industrialisation et la modification des représentations collectives et des idéologies. Plus d'une vingtaine d'années plus tard, Guy Rocher centrera son essai *le Québec en mutation* sur le même phénomène, à savoir qu'«au Québec les transformations de structures ne se sont pas accompagnées d'une égale transformation de la culture». À cet égard, le travail de ces intellectuels s'inscrit dans les luttes de démythification entreprises au milieu des années 1940.

40. F. Dumont, «L'étude systématique de la société globale canadienne-française», dans *Situation de la recherche sur le Canada français*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1962, pp. 277-292.

41. F. Dumont, *les Idéologies*, Paris, P.U.F., 1976, pp. 6-7.

42. G. Rocher, *le Québec en mutation*, Montréal, HMH, 1973.

43. F. Dumont et G. Rocher, «Introduction à la sociologie du Canada français», dans *le Canada français aujourd'hui et demain*, Paris, Librairie A. Fayard, 1961, pp. 13-38.

44. M. Rioux, «Idéologie et crise de conscience du Canada français», *Cité libre*, 14, décembre 1955, pp. 1-29.

- b) Analyse de l'évolution socio-historique du Québec (et des sociétés occidentales) définie par le passage de la société traditionnelle à la société moderne. Cette périodisation historique qui était l'axe analytique des diverses études réunies dans les *Essais sur le Québec contemporain* et aussi celui de diverses recherches réalisées au cours des années 1960 (par exemple celles de Gérard Fortin, réunies en un ouvrage *la Fin d'un règne*<sup>45</sup>), est l'armature centrale des essais de M. Rioux, de G. Rocher, de F. Dumont ou de J. Grand-Maison : il s'agit de substituer à l'étude historique traditionnelle (événementielle ou chronologique : histoire des « grands hommes », des dates, des régimes politiques) une perspective sociologique qui trouve alors appui sur les travaux de l'École des Annales<sup>46</sup>. Pour sa part, F. Dumont est celui qui exploite et élabore le plus systématiquement cette périodisation (ou typologie) non seulement dans ses études sur l'histoire du Québec, mais aussi dans ses réflexions sur la société et la culture contemporaines. C'est en effet sur cette opposition, centrale dans ses enseignements, que se construisent ses principaux essais, *le Lieu de l'homme, la Conversion de la pensée chrétienne, la Dialectique de l'objet économique, les Idéologies*<sup>47</sup>.

À cette première distinction société traditionnelle/moderne, se superpose aussi, dans quelques essais plus récents, la distinction entre société pré-industrielle/industrielle/post-industrielle. Dès 1969, M. Rioux introduit la notion de « société post-industrielle » pour différencier la société des années présentes et prochaines de celle des années 1940-1960 ; d'une société se préoccupant essentiellement de réalisation, on passera, écrit-il, à « une société de divertissement, avec une pléthore de spectacles pour spectateurs passifs<sup>48</sup> ». Elaborée par Alain Touraine et par Daniel Bell, la notion de « société post-industrielle » est aussi présente dans les analyses plus récentes de Guy Rocher et de Daniel Latouche<sup>49</sup> ; à leur avis, « l'ancienne société traditionnelle, cléricale, repliée sur elle-même, céderait le pas à une société post-industrielle, laïque, appartenant de plus en plus à la civilisation nord-américaine<sup>50</sup> ». « Société technocratique », « société techno-bureaucratique », « société cybernétique » autant de notions équivalentes qui sont utilisées dans divers essais pour qualifier la société contemporaine et qui, seront, faut-il le préciser, sévèrement critiquées avec le développement des analyses marxistes.

- c) Constitution du Québec, en tant que « société globale » et développement d'une perspective nationaliste. La seule substitution de la notion de « société québécoise » à celle de « société canadienne-française », qui s'effectue au cours des années 1960 dans la littérature sociologique (et politique) est à cet égard très indicative : dès lors, « il n'est plus question, écrit M. Rioux dans *la Question du Québec, de Canada français, ni de bilinguisme, ni de biculturalisme, mais des pouvoirs de l'État du Québec et de l'organisation de la vie collective*

45. G. Fortin, *la Fin d'un règne*, Montréal, HMH, 1975.

46. A. Dubuc, « L'influence de l'école des Annales du Québec », *R.H.A.F.*, 33, 3, pp. 357-387.

47. F. Dumont, *le Lieu de l'homme*, Montréal, HMH, 1968 ; *Pour la conversion de la pensée chrétienne*, Montréal, HMH, 1964 ; *la Dialectique de l'objet économique*, Paris, Anthropos, 1972 ; *les Idéologies*, Paris, P.U.F., 1976.

48. M. Rioux, « L'éducation artistique et la société post-industrielle », *Socialisme* 69, octobre-décembre 1969, n° 19, p. 95.

49. D. Latouche, *Une société de l'ambiguïté, Libération et récupération dans le Québec actuel*, Montréal, Boréal Express, 1979.

50. G. Rocher, *le Québec en mutation, op. cit.*, p. 16.

des Québécois<sup>51</sup> ». Dans cet essai de Rioux et aussi ceux de ses collègues, l'objet d'étude n'est plus celui des « petites communautés », mais bien le Québec en tant que société globale, c'est-à-dire une société qui a son infrastructure économique, sa structure sociale, son État, ses idéologies, et qui, en tant que telle, peut être l'objet d'études sociologiques spécifiques. Et cette problématique sociologique s'articule étroitement à une perspective nationaliste — mise en lumière de l'infériorité économique des Québécois francophones, de la faiblesse politique de l'État québécois, du processus d'anglicisation, etc. — qui est explicitée dans les premières pages : « On retrouvera, précise-t-il en avant-propos, dans certaines pages le point de vue du sociologue. Dans d'autres, c'est celui du Québécois qui opte pour l'indépendance de son pays<sup>52</sup> ». Dans son analyse de l'« avenir incertain » du Québec, G. Rocher adopte le point de vue tout autant « du citoyen que celui du sociologue » — « c'est le citoyen en même temps que le chercheur qui s'interroge sur la destinée de son pays », indique-t-il lui-même — et, reconnaissant que le Canada est « un pays formé de deux nations », il se déclare « en désaccord avec la solution d'un Québec intégré à un Canada bilingue et multiculturel et se rallie à la thèse souverainiste du Parti québécois. Le « Québec incertain » est aussi l'objet principal de la réflexion qu'effectue F. Dumont au lendemain de la Crise d'octobre (1970) et dans lequel il ne camoufle nullement ses options politiques en faveur de l'indépendance du Québec : cette indépendance lui apparaît en effet comme « le devoir immédiat et qu'il faut accomplir à court terme<sup>53</sup> ».

Par ailleurs, dans leurs essais, les sociologues de cette génération esquissent le projet d'un « socialisme d'ici et à visage humain » autour de l'idée de participation. Jusqu'à la fin des années 1950, les intellectuels québécois francophones sont demeurés largement imperméables aux idées communistes ou socialistes ; leur engagement social s'est habituellement limité, lorsqu'il devenait progressiste, à l'organisation proprement économique des milieux populaires et de la classe ouvrière, en particulier au développement des mouvements syndical et coopératif. L'appui à ces mouvements ne s'est pas par la suite dissipé, mais il a acquis, à travers la participation à des revues (*Parti pris*, *Socialisme*) et à des organisations politiques (P.S.Q.), une dimension politique : l'action de ce mouvement devait se greffer à un projet plus global, la constitution d'une société socialiste. Ainsi, en 1964, deux sociologues, J. Dofny et M. Rioux, signent en collaboration avec deux syndicalistes le manifeste de la revue *Socialisme* : « Matériaux pour la théorie et la pratique d'un socialisme québécois »<sup>54</sup>. Et même si le socialisme ne fait pas à cette date, de la part des sociologues ou spécialistes en sciences sociales, l'objet d'ouvrages ou d'essais complets, l'on retrouve souvent dans leurs écrits politiques une référence explicite à ce projet de « construction collective d'une société plus égalitaire, plus juste ». La troisième partie de *la Vigile du Québec* de F. Dumont s'intitule : « Du côté d'un socialisme d'ici » et regroupe divers textes dont deux portent spécifiquement sur l'idéologie de ce mouvement. De son côté, G. Rocher consacre aussi quelques pages de son essai au socialisme et formule la question : « Le néces-

51. M. Rioux, *la Question du Québec*, Paris, Seghers, 1969, p. 151.

52. *Ibid.*, p. 7.

53. F. Dumont, *la Vigile du Québec. Octobre 1970: l'impasse*, Montréal, HMH, 1971, p. 195.

54. E. Boudreau, J. Dofny, R. Martel et M. Rioux, « Matériaux pour la théorie et la pratique d'un socialisme québécois », *Socialisme* 64, n° 1, printemps 1966, pp. 5-25.

saire socialisme sera-t-il possible ?» Mais au-delà de cette identification à l'idéologie socialiste, ce qui réunit ces divers intellectuels c'est moins l'adhésion à une même doctrine politique (et à un même programme) que le rattachement à un idéal de vie collective caractérisée par la constitution de multiples et diverses solidarités (syndicales, coopératives, de quartier, etc.). En d'autres termes, il s'agit moins du socialisme scientifique (identifié à Marx, Lénine, etc.) que d'un socialisme qui peut être dit associatif et qui vise à développer entre l'État et l'individu tout un ensemble de groupements, d'associations, de mouvements qui insèrent les membres de la collectivité dans des réseaux de solidarité<sup>55</sup>. Et dans cette recherche d'une « troisième voie » entre le totalitarisme et le libéralisme, recherche qui était déjà présente dans les écrits d'un Bouchette ou d'un Esdras Minville, le mot clé est, tout au cours des années 1960, celui de la « participation » dont la forme la plus visible est alors liée à l'animation. Présent dans la plupart des essais sociologiques, ce thème constitue l'objet et aussi la problématique de nombreux essais de Jacques Grand-Maison, dont le premier écrit sociologique est entièrement consacré à la « participation-animation »<sup>56</sup>.

#### DES CLASSES ETHNIQUES AUX CLASSES SOCIALES : LA QUESTION NATIONALE

L'effort de joindre le « national » et le « social » et de développer une position politique qui soit à la fois nationaliste et socialiste n'est pas sans effet au niveau même de la problématique sociologique ; celle-ci trouvera ses appuis théoriques non plus seulement dans le structuro-fonctionnalisme mais aussi dans le marxisme. La période des années 1960 est en effet marquée par l'introduction d'enseignements explicitement marxistes dans les départements de sociologie et par une référence plus fréquente à la problématique marxiste dans les travaux ou écrits sur le Québec ; en particulier, M. Rioux est celui qui représente le mieux ce cheminement intellectuel (et politique) qu'il décrit lui-même dans son « Itinéraire sociologique ». Et l'une de ses contributions originales sera d'élaborer, en collaboration avec J. Dofny, la notion de « classe ethnique » afin de rendre compte de la double réalité du Canada français, qui tout en étant une « société globale », réunit une minorité reconnue à l'intérieur du Canada : les Canadiens français se situent ainsi sur une « double échelle de stratification » (sociale et ethnique)<sup>57</sup>. L'introduction de cette notion mani-

55. Marcel Fournier, « D'Esdras à Jean-Jacques ou la recherche d'une troisième voie », *Possibles*, vol. 4, nos 3-4, printemps-été 1980, pp. 251-273.

56. J. Grand-Maison, *Vers un nouveau pouvoir*, Montréal, 1969 ; G. Fortin, « Participation et société », dans *Économies et sociétés*, tome IV, n° 9, septembre 70, pp. 1575-1615. On pourra lire aussi G. Houle, « Les fondements pédagogiques de l'animation », dans *Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives*, Montréal, éd. coopératives Albert Saint-Martin, 1979, pp. 180-187 ; C. Côté, Y. Harnois, *l'Animation au Québec : sources, apports et limites*, Montréal, éd. coopératives Albert Saint-Martin, 1978 ; plus généralement G. Gagnon, L. Martin, *Québec 1960-1980, la Crise du développement*, Montréal, HMH, 1973.

57. J. Dofny et M. Rioux, « Les classes sociales au Canada français », *Revue française de sociologie*, III, 3 juillet-septembre 1962, pp. 295-300. Voir aussi A. Dubuc, « Problems in the Study of the Stratification of the Canadian Society from 1760-1840 », *Canadian Historical Association, Annual Report*, 1965, pp. 13-29. On pourra aussi consulter, F. Harvey, G. Houle, *les Classes sociales au Canada et au Québec. Bibliographie annotée*. Québec, Cahiers de l'I.S.S.H., 1978, 282 p.

festes bien la difficulté d'effectuer un glissement de perspectives — du Canada français en tant que minorité au Québec en tant que société (c'est-à-dire « ensemble cohérent d'institutions, de rapports et de comportements spécifiques d'un système social total ») — et d'éclairer, en termes de classes sociales (et du point de vue marxiste), la réalité québécoise. D'ailleurs ce texte sera quelques années plus tard, l'objet d'une violente polémique qui, lancée par une plus jeune génération de sociologues et de spécialistes en sciences sociales, se fera au nom même du marxisme (ou plus précisément, au nom du marxisme structuraliste) ou « structuro-marxisme »<sup>58</sup>. Le débat qui est d'abord ouvert dans les pages mêmes de la revue *Socialisme québécois* et tend à opposer idéalisme et matérialisme, intervient dans une conjoncture qui, au plan des institutions universitaires, se caractérise par la création de l'UQAM et le regroupement dans les départements de sciences sociales de cette université de plusieurs intellectuels d'orientation marxiste, et, au plan politique, par la mise sur pied de nouveaux partis, l'un municipal (FRAP) et l'autre provincial (Parti québécois). De plus, à l'extérieur des institutions et des organisations politiques, se développent diverses formes d'appui aux classes populaires, auxquelles participent plusieurs étudiants issus des facultés de sciences sociales : comités de citoyens, les ACEF, l'APLQ, le Centre de Formation Populaire, la revue *Mobilisation*, le groupe marxiste-léniniste En lutte, etc.

L'impact de l'article de G. Bourque et N. Frenette est d'autant plus grand qu'il paraît à un moment où, au plan politique, la « question nationale » redevient centrale et, qu'au plan intellectuel, l'intérêt des universitaires et des militants pour la problématique marxiste grandit<sup>59</sup>. Les questions qui mobilisent l'attention des intellectuels progressistes sont alors : Y a-t-il une bourgeoisie au Québec et quels sont ses liens avec la bourgeoisie canadienne ? Quelle relation y a-t-il entre le développement du « capitalisme de monopoles » et la Révolution tranquille ? Le Parti québécois est-il un parti petit-bourgeois ? Autour de ces questions non seulement s'élaborent divers projets de recherche<sup>60</sup> mais aussi se structurent diverses positions théoriques auxquelles sont

58. G. Bourque et N. Frenette. « Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec (1760-1970) », *Socialisme québécois*, 20, 1970, pp. 13-56.

59. Les travaux de L. Althusser (*Lire le capital*, Paris, Maspero, 1965) et aussi de N. Poulantzas (*Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968) ont alors un impact considérable au sein des sciences sociales et en particulier de la sociologie : tout en suscitant un intérêt plus grand pour le marxisme et la (re)lecture des textes de Marx, les analyses de ces intellectuels européens fournissent l'armature conceptuelle de plusieurs réflexions théoriques et analyses de la société ou formation sociale québécoise. Cette influence est aussi visible dans les organisations populaires et dans les revues politiques : par exemple dans *Socialisme* 69, C. Saint-Pierre et D. Brunelle signent un éditorial qu'ils intitulent : « Pour un socialisme scientifique québécois », juillet-septembre 1969, n° 18, pp. 3-7.

60. D. Brunelle, *la Désillusion tranquille*, Montréal, HMH, 1978; A. Sales, *la Bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1978; J. Niosi, *la Bourgeoisie financière canadienne*, Montréal, Boréal Express, 1979; P. Fournier, *le Capitalisme au Québec*, Montréal, éd. coopératives A. Saint-Martin, 1979. Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979. Il faut souligner l'intérêt croissant des recherches sur le mouvement ouvrier et les classes populaires depuis les années 70, notamment la création du RCHTQ (Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs québécois) et de l'IRAT (Institut de recherche appliquée du travail). Cf. notamment M. Letellier, *On n'est pas des trous-de-cul*, Montréal, Parti pris, 1971; F. Harvey, *le Mouvement ouvrier*, Montréal, Boréal Express, 1980; *Révolution industrielle et travailleurs*, Montréal, Boréal Express, 1978; *Histoire du mouvement ouvrier au Québec*

étroitement liées des positions politiques : pour d'aucuns qui souvent réduisent l'histoire du Québec à l'action politico-idéologique de la petite bourgeoisie et aux conflits entre les fractions de cette classe<sup>61</sup>, le mouvement nationaliste, identifié au PQ, a un caractère petit-bourgeois, mais il a (ou il peut l'acquérir) une orientation progressiste en raison de son alliance (ou de son préjugé favorable) avec la classe ouvrière ; pour d'autres, dans la compréhension des transformations politiques et économiques du Québec, l'action et les intérêts de la bourgeoisie sont déterminants. Au cours même de ce débat, G. Bourque modifie lui-même sa perspective, délaissant la référence aux diverses fractions de la petite bourgeoisie pour mettre l'accent sur l'action de la bourgeoisie ; d'abord, dans un essai théorique, *l'État capitaliste et la question nationale*<sup>62</sup> où il confronte les textes de Marx, Lénine, Mao, etc. et où il formule une série de propositions théoriques et, ensuite, dans un essai, écrit en collaboration avec Anne Légaré<sup>63</sup>, où il présente une analyse socio-historique du Québec. Ce dernier ouvrage, *le Québec, la question nationale*, publié à Paris chez Maspero en 1978, se présente un peu comme la version « plus » marxiste de *la Question du Québec* : opposition explicite à la fois à l'historiographie nationaliste (M. Brunet) et à l'historiographie libérale (J. Hamelin, F. Ouellet), élaboration d'une périodisation de l'histoire du Québec qui tient compte du développement des modes de production et de la lutte des classes, identification de l'action du Parti québécois aux intérêts d'une bourgeoisie, etc ; enfin dans un dernier chapitre intitulé « Prospective », les auteurs explicitent leur position dans la conjoncture actuelle — la réalisation du socialisme comme indissociable de la lutte pour l'égalité nationale — position qui les amène à critiquer le Parti québécois et à souhaiter l'organisation politique de la classe ouvrière au Québec<sup>64</sup>.

Cependant, entre ceux-là même qui adoptent ou se réfèrent à la problématique marxiste, le consensus est fragile ; les uns accordent un appui tactique et critique au Parti québécois, d'autres œuvrent à la mise sur pied d'un mouvement socialiste. De plus, lorsqu'ils parlent de la bourgeoisie, tous ne font pas référence à la même réalité ; pour certains, il s'agit d'une « bourgeoisie d'État », pour d'autres d'une « bourgeoisie québécoise » ou d'une « fraction francophone d'une bourgeoisie canadienne ». Et la perception même que l'on a du Québec est divergente : pour les uns, il s'agit d'une formation sociale (tronquée) ; pour les autres, d'une région au sein du Canada. Depuis la disparition de So-

---

(1825-1976), Montréal, CSN et CEQ éditeurs, 1978. L. Maheu et G. Gagnon (sous la direction de) « Changement social et rapports de classes », *Sociologie et sociétés*, 10, 2, 188 p. M. Fournier, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*, Montréal, Ed. coopératives A. Saint-Martin, 1979.

61. Monière, D., *le Développement des idéologies au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 1977.

62. Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1977.

63. Anne Légaré, *les Classes sociales au Québec*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1977.

64. Cette position est aussi celle que défendent quatre intellectuels au Centre de formation populaire dans une analyse qu'ils font de la conjoncture économique et politique récente, cf. B. Lévesque, M. Desy, M. Ferland et Y. Vaillancourt, *la Conjoncture au Québec au début des années '80. Les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Rimouski, Les Éditions socialistes de l'Est du Québec, 1980. Pour sa part, G. Bourque réaffirmera la sienne dans un essai écrit en collaboration avec G. Dostaler et publié au moment du Référendum, *Indépendance et socialisme*, Montréal, Boréal Express, 1980.

*cialisme québécois* et l'échec de *Chroniques*<sup>65</sup>, le regroupement des intellectuels marxistes québécois est devenu impossible. La revue *les Cahiers du socialisme*, publiée par des professeurs de l'UQAM, tente de prendre la relève mais apparaît davantage comme une revue réunissant des textes d'orientation marxiste — bref un forum — plus qu'une revue politique qui élabore une théorie et oriente des pratiques. Enfin, au moment même où la problématique marxiste tend à se transformer, par l'intermédiaire de groupes militants bien structurés et identifiés au marxiste-léninisme — par exemple le Parti Communiste Ouvrier qui publie le journal *la Forge* — en une doctrine politique, le marxisme et aussi les sociétés socialistes sont l'objet d'interrogations et de critiques de la part d'intellectuels et d'universitaires qui avaient fait de cette problématique leur spécialité. Ainsi, Nicole Laurin-Frenette, qui se dissocie de son collègue G. Bourque, dénonce le caractère « naïf et mécaniste » de plusieurs analyses marxistes : ces analyses véhiculent le « mythe de la bourgeoisie nationale accédant au pouvoir via l'indépendance ». Cette prise de distance à l'égard d'un marxisme trop orthodoxe ou dogmatique (en particulier celui d'une nouvelle « gauche » marxiste-léniniste, qui élabore une « variante prolétarienne du nationalisme fédéraliste »), N. Laurin-Frenette, s'inscrivant parmi « les résistants marxistes à l'invasion althusérienne », à la suite des Lefebvre, Castoriadis, etc., l'explicite dans un essai constitué à la fois d'une réflexion théorique et d'une brève analyse socio-historique du Québec<sup>66</sup>. De même Jean-Marc Pottle, qui avait précédemment publié des ouvrages théoriques sur Lénine et Gramsci et aussi formulé quelques propositions pour un « syndicalisme de combat », se range dans son dernier essai du côté des « marxismes marginaux », comme ceux de *Socialisme et barbarie*, pour questionner les courants marxistes dominants et pour dégager la « véritable nature des pays dits socialistes »<sup>67</sup>. Cette remise en question du marxisme et des pays socialistes, dont l'URSS, est aussi présente dans les pages de la revue *Possibles* qu'animent des professeurs de sociologie de l'Université de Montréal dans la perspective d'un socialisme autogestionnaire<sup>68</sup>. Tout comme dans les années 1950 et 1960, la « société civile » préoccupe plus les sociologues que la « société politique » ; d'abord les coopératives, ensuite les expériences d'animation et de participation et maintenant les entreprises autogérées. Signe des temps et manifestation de cette continuité, l'un des derniers essais en sociologie publiés à la fin de la décennie 1970 se présente comme une critique de la technocratie ; l'auteur y esquisse le « contre-projet d'une société basée sur l'autodétermination communautaire ou sur l'autogestion »<sup>69</sup>.

\* \* \*

65. Le premier numéro de *Chroniques* est publié en janvier 1975. Son objectif est de « couvrir les activités culturelles et politiques dans une perspective critique de lutte des classes » et son enjeu principal est de combattre à la fois la « tendance nationaliste », i.e. le nationalisme réactionnaire du P.Q., et la « tendance contre-culturelle ».

66. N. Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal, Nouvelle Optique, 1978.

67. Jean-Marc Pottle, *Marxisme et pays socialistes*, Montréal, VLB, 1979.

68. Fondée en 1976, la revue *Possibles* propose une réflexion théorique et empirique sur ce projet de société. On pourra lire particulièrement Marcel Rioux, *Essai de sociologie critique*, Montréal, HMH, 1978.

69. J.J. Simard, *la Longue Marche des technocrates*, Montréal, éd. coopératives Albert Saint-Martin, 1979.

Tout comme une société ne pose que les problèmes qu'elle saura résoudre, une collectivité (ou un groupe social) ne se donne d'elle-même que la représentation — l'identité — qu'elle saura assumer. De même si la collectivité québécoise fut successivement constituée, sous le prisme de la sociologie, 1) comme culture ethnique différente de la culture anglosaxonne, 2) comme société dépendante de la société anglo-canadienne et 3) comme formation sociale tronquée ou région divisée par la lutte des classes, il faut en trouver le principe explicatif non tant dans l'état des connaissances (et des théories) sociologiques que dans l'état même des rapports sociaux, *i.e.* des rapports entre les groupes ethniques et les classes sociales : tout autant que les autres discours sociaux ou représentations du monde social, la sociologie apparaît en effet — et il en est de même des autres sciences humaines et sociales (histoire, économie, etc.) — comme un produit social et un produit qui est l'enjeu des luttes sociales et politiques. D'une certaine façon, cette discipline universitaire a pu échapper (partiellement) à ces luttes ou en minimiser l'impact en autonomisant son mode de fonctionnement, en spécialisant ses activités de recherche et aussi en développant une recherche à caractère fondamental ; mais chaque fois que l'analyse sociologique doit inscrire les pratiques des acteurs et des groupes d'acteurs dans un contexte sociétal (ou macrosociologique), elle doit élaborer une problématique qui, en raison même du choix de société (par exemple Québec ou Canada) qu'elle implique, est indissociablement scientifique et politique : la problématique du Québec en tant que société globale n'est pas plus dissociable de la perspective politique indépendantiste (ou de la souveraineté-association) que celle des relations ethniques entre les communautés francophone et anglophone, ne l'est de la politique du bilinguisme et du biculturalisme. Le système de relations ou de rapports sociaux — et en particulier la structure politique fédérale — dans lesquels est insérée la collectivité québécoise fournit à la sociologie québécoise sa spécificité et son originalité, mais en même temps il impose de nombreuses difficultés ou limites que l'effort théorique seul ne peut pas lever, ni contourner.

La situation n'est pas différente au Canada anglais, si ce n'est plus difficile tant l'influence de la sociologie américaine a été déterminante. Les sociologues canadiens-anglais ont en effet habituellement adopté la perspective du « réalisme individualiste » et ont privilégié le développement de sociologies spécialisées<sup>70</sup>. Ils ont aussi été amenés à poser le problème des relations ethniques, de la stratification et enfin tout récemment, des conflits de classes (histoire du mouvement ouvrier, position et caractéristiques de la bourgeoisie, fonctions de l'État canadien, etc.). Ces recherches sont à la mesure même de l'inquiétude manifestée par les intellectuels canadiens-anglais à propos de la dépendance économique, mais aussi politique, du Canada à l'égard des États-Unis. Si de leur côté les sociologues québécois ne se sont pas contentés d'analyser leur société mais se sont aussi impliqués à plusieurs reprises

70. F.G. Vallée et R.D. Whyte, « Canadian Society : Trends and Perspective », dans B.R. Blishen *et al.*, édit., *Canadian Society: Sociological Perspectives*, Toronto, MacMillan, 1968 ; J.D. Curtis, D.M. Connor et J. Harp, « An Emergent Professional Community : French and English Sociologists and Anthropologists in Canada », *Informations sur les sciences sociales*, vol. 9, août 1970. Harry H. Hiller, « Paradigmatic Shifts, Indigenization, and the Development of Sociology in Canada », *Review of Social History of Behavioral Sciences*, 16 (1980), pp. 263-274.

dans des luttes pour la transformer, la raison en est que de telles actions étaient, pour eux, les seuls moyens de conférer à leur discipline une légitimité culturelle tout en la dotant d'un objet d'étude propre.

#### RÉSUMÉ

Tout comme une société ne se pose que les problèmes qu'elle pourra résoudre, une collectivité ne se donne d'elle-même que la représentation — l'identité — qu'elle saura assumer. De même, si la société québécoise, comme objet de recherche, fut successivement constituée dans les travaux sociologiques 1) comme culture différente (et inférieure) de la culture anglaise; 2) comme société dépendante de la société anglo-canadienne; 3) comme formation sociale (tronquée) ou région déterminée par la lutte des classes, il faut en trouver le principe explicatif non pas tant dans l'état des connaissances et des théories sociologiques que dans l'état même des rapports sociaux: tout autant que les autres discours sur la société, la sociologie apparaît comme un produit social enraciné dans des conjonctures politiques et économiques déterminantes.

\* \* \*

#### SUMMARY

Just as a society only presents itself with problems that it can resolve, so a collectivity only conveys the representation of itself — the identity — that it is capable of assuming. So it is that, if Quebec society, as research object, has been successively represented in sociological studies as 1) a culture different from and inferior to English culture, 2) a society dependent on English-Canadian society, 3) a social entity (truncated) or region determined by class struggle, the main explanation for this must be found not so much in the state of sociological knowledge and theory as in the state of social relationships themselves. Sociology appears, just as any other discourse on society, to be a social product rooted in the political and economic circumstances which determine it.

\* \* \*

#### RESUMEN

Tal como una sociedad no se plantea más que los problemas que ella podrá resolver, una colectividad no se da de ella misma más que la representación — la identidad — que ella sabrá asumir. De la misma manera, si la sociedad quebequense, como objeto de investigación, ha sido constituida en los trabajos sociológicos como: 1) Cultura diferente (e inferior) de la cultura inglesa; 2) Sociedad dependiente de la sociedad anglo-canadiense; 3) Formación social (trunca) o región determinada por la lucha de clases; entonces es necesario encontrar el principio explicativo, no tanto en el estado del conocimiento y en las teorías sociológicas sino en el estado de las relaciones sociales. Tal como otros discursos sobre la sociedad, la sociología aparece como un producto social enraizado en las coyunturas políticas y económicas determinantes.

\* \* \*